



Consultation publique de la CRE relative aux conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de GRTgaz et de TIGF

Réponse du SPEGNN

Paris, le 16 mars 2016

Question 1 : Etes-vous favorable aux nouvelles versions des conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de gaz proposées par les GRT ?

Les conditions générales des contrats d'interface et de raccordement (CG) ont fait l'objet d'échanges entre les distributeurs et les transporteurs dans le cadre du GT raccordement.

Dès l'origine des échanges, les distributeurs ont émis des réserves sur la légitimité et la pertinence des GRT à répercuter aux distributeurs des charges pour lesquelles ces derniers ne sont ni prescripteur ni décideur et sur lesquelles ils n'ont aucune maîtrise et visibilité. La répercussion de ces charges n'induisant par ailleurs pas de boucle incitative de régulation, les distributeurs ont demandé que ces dernières puissent être prises en compte dans la tarification de l'acheminement transport.

Il est important par ailleurs de rappeler que la construction tarifaire spécifique des nouvelles DSP attribuées après 2006 ne permet pas de répercuter des charges non prévues lors de la signature du contrat de concession, une actualisation non maîtrisée de ces charges ou encore des charges supplémentaires. Le maintien de ces dispositions pourrait être de nature à augmenter l'ATRD des nouvelles DSP à un niveau ne permettant plus la vente du gaz aux clients et donc à remettre en cause l'équilibre économique des nouvelles DSP.

Cette demande de transfert de charges qui impactent dans leur principe les dispositions financières des CG proposées à la présente consultation, est traitée pour partie dans la consultation que la CRE a lancée en parallèle sur les évolutions de l'ATRT6.

Compte tenu de la concomitance de ces deux consultations, et afin d'éviter d'avaliser un modèle de CG dont la délibération sur l'ATRT6 viendrait modifier des points substantiels, les distributeurs considèrent qu'il serait fondé que la CRE puisse demander aux GRT de proposer des CG qui intègrent les dispositions qui seront retenues à l'issue des délibérations relatives à ces deux consultations.

En tout état de cause, l'obligation à signer de nouveaux contrats d'interface sur la base des CG, objet de la présente consultation, serait contre-productive si la consultation sur l'ATRT6 avalisait des évolutions structurelles conséquentes sur les principes financiers à retenir pour ce contrat.

Nonobstant ces réserves et les observations formulées à la question 4, le SPEGNN est favorable à la mise en œuvre de ces nouvelles conditions générales communes à tous les distributeurs de gaz.



Question 2 : Etes-vous favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires ?

Le SPEGNN partage complètement l'analyse de la CRE et est donc favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires.

Question 3 : Etes-vous favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations ?

Le SPEGNN est favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations.

Le SPEGNN remarque toutefois que les CG de GRTgaz ont intégré comme situation relevant de la force majeure les obligations de services publics (OSP), ce qui n'est pas proposé par TIGF.

Dès lors que les OSP intègrent notamment les activités habituelles de travaux programmés (art 9 des OSP) et la fourniture d'un gaz conforme aux engagements souscrits avec les distributeurs (Art 11 des OSP), le SPEGNN considère que le GRT ne peut pas se délier de ses obligations contractuelles.

Le SPEGNN propose l'exclusion des OSP de la force majeure.

Question 4 : Avez-vous d'autres observations portant sur les contrats de raccordement proposés par les GRT ?

Contrat GRTgaz :

Article 4.4 : Aménée et raccordement des utilités

Le dimensionnement des utilités d'un poste est la résultante des choix techniques et technologiques des transporteurs et peut donc avoir un impact non négligeable sur le coût de raccordement et par suite sur le coût de fonctionnement du poste, notamment la nature et le niveau des contrats de fourniture à souscrire tant en électricité qu'en télécommunication.

Le transporteur étant le seul prescripteur, le SPEGNN considère, comme exposé dans la réponse à la question 1, que ces coûts devraient être intégrés dans les charges des transporteurs.

Article 4.9 : Utilisation et fonctionnement des utilités

Le SPEGNN considère abusif que GRTgaz puisse reporter sur le distributeur les éventuelles charges induites par une défaillance du fonctionnement de la ligne électrique et/ou téléphonique au seul motif que les distributeurs seraient titulaires des contrats de fourniture. Les distributeurs de gaz ne sont pas responsables des manquements du distributeur d'électricité ou de l'opérateur de télécommunication. Les distributeurs proposent de retirer les alinéas correspondants. Les distributeurs proposent par ailleurs que les GRT soient les seuls titulaires de ces contrats et que les charges afférentes aux utilités soient portées au tarif acheminement transport.



Article 12.3.3 Forme de la garantie de paiement

Une notation « standard&poors » ou « moody's » ne peut être fournie par les distributeurs et encore moins par les distributeurs soumis aux règles de la comptabilité publique. Les distributeurs proposent donc la suppression de cette garantie de paiement non adapté et non applicable aux distributeurs.

Article 15.3.1 : Réductions ou interruptions des livraisons de gaz

Le SPEGNN considère que cet article n'est pas adapté pour une interface transport distribution. En effet si le GRT limite les débits livrés sur un poste, ce sont potentiellement tous les clients raccordés au réseau de distribution qui peuvent indistinctement en subir les conséquences. Le SPEGNN propose la suppression de cet article.

Article 16.1.3 : Plafonds de responsabilité

Le SPEGNN n'est pas favorable au maintien des plafonds de responsabilité. Un dysfonctionnement des ouvrages du transporteur peut avoir un impact significatif sur les ouvrages du distributeur et des clients finaux. L'inverse est peu probable. Il n'y a donc pas de réciprocité et le maintien de ces plafonds a pour conséquence d'élever indûment les primes d'assurance versées par les distributeurs.

Le Président du SPEGNN

Philippe PIVARD